



La Commune



Tarifazos, des audiences publiques muettes comme des carpes

En Argentine, le gouvernement est bien décidé à augmenter les prix du gaz, de l'eau et de l'électricité. Certaines des hausses annoncées en mars 2016 ont été remises en cause par la justice. Dans le cas du gaz notamment, la Cour suprême a demandé à l'exécutif de revoir sa copie et d'organiser des consultations publiques. La première a eu lieu à Buenos Aires le 16/09/2016.



Juan José Aranguren
(photo : bigbangnews.com)

La mobilisation a imposé une audience publique qui s'est résumée à un événement antidémocratique. Macri a tout fait pour en minimiser l'impact. Le gouvernement l'a transformée en une inutile parodie.

La réunion a été très contrastée. D'un côté, les flatteurs gouvernementaux et leurs complices du *Parti Justicialiste* (péroniste) et de l' *UCR* (centriste) ont contrôlé l'audience.

D'un autre côté, plus de 900 orateurs inscrits ont été rayés de la liste d'un trait de plume. Parmi ceux-ci, figuraient évidemment les représentants des organisations sociales qui combattent les augmentations. Notre camarade Alejandro Bodart était de ceux-là.

Tout ceci encadré d'un dispositif policier conséquent, d'un déploiement répressif pour que les manifestants soient le plus éloignés possibles de l'Auditorium.

De fait, l'audience publique n'a pas eu le caractère national indispensable, aucune des décisions prises ne pouvaient être contraignantes pour le gouvernement. L'audience s'est réduite à un événement antidémocratique de bout en bout.

Le 17/09/2016, à Cordoba, sur 200 orateurs inscrits, seulement 21 prendront la parole. Plusieurs inscrits « autorisés » n'ont même pas pu pénétrer dans la salle.

De hauts tarifs, de bas salaires

Quand le gouvernement Macri a présenté son projet, son administration prévoyait des augmentations supérieures à 1 000 %.

La mobilisation les a obligés à diminuer leurs prétentions. Mais ne nous leurrions pas : les augmentations sont injustifiées et excessives.

Le ministre de l'Energie, Juan José Aranguren, a annoncé que l'augmentation serait de 203 % en moyenne pour les consommateurs résidentiels ; elle passera à 237 % si la consommation venait à baisser.

Les campagnes de propagande veulent nous convaincre que les augmentations de tarifs ne changeront pas grand-chose. Quand nous payons toujours plus pour une poignée de sucettes ou pour la consommation de gaz, c'est une barbarie.

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que les entreprises ont accumulé des millions de bénéfices pendant des décennies, qu'elles ont encaissé des millions de dollars de subvention sans réinvestir un sou dans une infrastructure de production. Si les livres comptables étaient ouverts, les entreprises devraient rendre de l'argent au lieu de toucher de nouvelles subventions.

Un élément fondamental apparaît maintenant : l'inflation et la chute du pouvoir d'achat des travailleurs et de la population. Elles ont un impact énorme. Avec la baisse du salaire moyen (entre 20 et 40 %) sur des salaires déjà insuffisants, les revenus ne pourront pas couvrir une augmentation des tarifs de 203 %. Aucun revenu social minimum ne pourra suffire.

Le MST dans la mobilisation

Contre les augmentations, nous n'avons pas dit notre dernier mot, l'austérité et tout ce qu'ils projettent n'est pas supportable pour les travailleurs et la population. Mais personne ne va rester les bras croisés devant l'augmentation de la pauvreté et le pillage du porte-monnaie des familles.

Nous sommes partie prenante, dans tout le pays, des mobilisations contre les coupures de chauffage (manifestation avec une couverture sur les épaules) et de celles avec des casseroles où les militants du MST manifestent avec leurs drapeaux pour dénoncer la hausse des tarifs.

C'est pour ça que notre camarade, Alejandro Bodart, a été empêché de parler à l'audience, pour que la contestation reste muette. Il n'a pas pu présenter, par exemple, le programme des mesures de protection de la population contre l'augmentation du métro.

Il a déposé, comme député, un recours auprès du Tribunal Fédéral, pour «le droit de participation et d'expression» et un autre pour la convocation d'une nouvelle audience publique nationale, participative et souveraine, sans exclusion.

Une seule solution : la renationalisation

Nous allons continuer la mobilisation avec la population pour exiger l'annulation de l'augmentation des tarifs des services publics, pour chasser Aranguren, pour l'ouverture des livres de comptes des entreprises de services.

Les privatisations de Menem (président de l'Argentine de juillet 1989 à décembre 1999) ont été un échec, les services sont devenus chers et inefficaces, la corruption s'est installée.

Cependant, aucun des gouvernements postérieurs n'a enfilé le bleu de chauffe pour faire ce qu'il faut : renationalisation des services publics sous contrôle social. Sur ce mot d'ordre, nous vous proposons de nous mobiliser et de nous organiser ensemble dans une bataille unitaire contre les hausses de tarifs.

**Article du journal *Alternativa Socialista*, 21/09/2016, par Ruben Tzanoff.
Traduit et adapté par Rémi Duteil**

Modifié le lundi 17 octobre 2016

Voir aussi dans la catégorie Argentine

Alternativa Socialista 743

Poco «sí se puede» mucho «Vacío de poder» Transición incierta Un mundo en crisis, un país detonado. Podríamos iniciar esta editorial recorriendo el sinfin de material político que brinda la... >>

Réforme des retraites en Argentine : le bras de fer

En décembre, la situation était extrêmement tendue en Argentine. La mobilisation contre la réforme des retraites a provoqué de violents affrontements à Buenos Aires entre la police et les... >>

Élections en Argentine : La déroute du péronisme et les perspectives du MST

Le 22 octobre 2017, après les primaires du mois d'août, quelque 33,1 millions de citoyens ont été convoqués à des élections législatives partielles afin de remplacer, pour quatre ans, 127... >>

Le mouvement vers la grève générale

Les statistiques indiquent une amorce de reprise économique en Argentine mais, dans la rue, la tension sociale s'accroît en raison d'une inflation à 40 % : Des dizaines de milliers d'Argentins... >>

Le carnaval est terminé

Macri et Fillon sont bien de la même trempe. Fillon avait dit « si j'étais mis en examen (...) je ne pourrais pas être candidat ». Nous savons ce qu'il en est. Macri avait affirmé : « nous... »

Toute la dette est illégitime

Dès son arrivée, Macri a accordé des allègements de taxes à l'exportation, a décidé la dévaluation du peso, la réduction des effectifs dans le secteur public, l'arrêt du contrôle des... »
